



6 mai 2011

Texte UMP sur les gaz de schiste : Cochet dénonce "un tour de passe-passe"

PARIS — Le député Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Yves Cochet a qualifié vendredi de "tour de passe-passe pour gagner du temps" la proposition de loi UMP de Christian Jacob sur l'interdiction des gaz et huiles de schiste, qui sera examinée mardi en urgence par l'Assemblée nationale.

M. Cochet dénonce en particulier le changement de rédaction de l'article relatif à l'abrogation des permis déjà octroyés, dans le sud et le Bassin parisien, au nom d'une "fragilité juridique". Ces permis suscitent une contestation croissante depuis le début de l'année.

Selon la nouvelle rédaction, adoptée mercredi en commission, les titulaires de permis devront dans les deux mois préciser quelle technique ils emploient. S'il s'agit bien de la "fracturation hydraulique", technique décriée et qui sera interdite par la loi (injection de millions de litres d'eau et de produits chimiques dans le sous-sol pour fracturer le schiste et autoriser l'extraction du gaz), ils seront alors abrogés.

Comme cela, avance M. Cochet, "les industriels diront qu'ils font du +karcher souterrain+" et non de la fracturation hydraulique. C'est un tour de passe-passe pour gagner du temps", a poursuivi l'écu. "On ne veut pas de révolte populaire un an avant les élections et les industriels attendront un an", a-t-il poursuivi.

"Nous avons déposé des amendements pour revenir à la rédaction initiale", a-t-il précisé.

France Nature Environnement (FNE, 3.000 associations) a également fait part de son "inquiétude" et dit "craindre un recul de la part des parlementaires".

"Alors que la proposition de loi initiale demandait l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures de schiste, la version modifiée et adoptée en commission ne vise désormais que la technique de la fracturation hydraulique", écrit FNE dans un communiqué.

"Pourvu que la technique soit différente, les industriels pourront forer sans être inquiétés", dénonce FNE.

Une manifestation est prévue mardi devant l'Assemblée nationale "pour maintenir la pression sur les députés", en présence notamment du député européen et chef de file de la contestation contre le gaz de schiste, José Bové, Danielle Mitterrand et Nicolas Hulot, candidat à la présidentielle.